le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
30 avril au 6 mai 1998

10,00 F

1er Mai contre le chômage, le racisme et les inégalités

Seule la lutte paie !

Le gouvernement Jospin ne semble jamais hésiter à s'autoféliciter ou à téléguider diverses enquêtes de « satisfaction » en sa faveur.

Récemment, nous apprenions que les prévisions pour les comptes de la sécurité sociale étaient au beau fixe. Puis, nous pouvions entendre, ici et là, des économistes « responsables » affirmer à qui voulait l'entendre que l'économie était rentrer dans un nouveau « cercle vertueux »...

Sans faiblir, Jospin annonce une baisse du chômage avec – tenez-vous bien – la création de 600 000 emplois d'ici la fin 1999. La réduction du temps de travail à 35 heures y participerait de beaucoup. Quant aux emplois jeunes, c'est, à en croire la plupart des médias relayant les déclarations du pouvoir, une bien belle réussite!..

Devant tant d'optimisme béat, le doute ne semble plus permis : nous vivons une époque formidable ou tout s'arrange!

Réformes et restructurations en stocks

Pour tenter de nous en convaincre tout à fait, le pouvoir et ses médias étalent sous nos yeux les grands « dossiers du jour ». Ces dossiers, vous les connaissez tous. On vous l'a dit et répété : nous sommes en route pour la « grande aventure de l'Europe », ce qui passe par la monnaie unique. Et puis, un autre grand chantier est la réforme de l'État.

Pour la classe dirigeante, c'est l'occasion d'orchestrer un brassage médiatique dont le premier avantage est de distraire l'opinion publique (en attendant que cette fonction soit remplie par la coupe du monde de football?).

Cependant, il s'agit aussi et surtout de mettre en œuvre de profondes restructurations du système politique et social pour faire face aux nouvelles contraintes du capitalisme mondial.

L'Europe, c'est avant tout la construction d'un puissant bloc capitaliste sur la scène internationale ; un bloc qui sera à même de conquérir de nouveaux marchés, d'opérer les investissements nécessaires dans les zones de productions à moindre coût (Pays de l'Est, Chine etc.).

Pour la réforme de l'État et de ses institutions, il s'agit d'intégrer concrètement les principes de décentralisation et de régionalisation. L'objectif est le recentrage de l'État sur des fonctions considérée comme essentielles (la diplomatie, la police, la justice...) et des services d'assistance minimum avec, pour condition, une « adaptation » des services publics, au nom de la sacro-sainte règle de la rentabilité et de la gestion comptable (ce qui, en clair, signifie leur démantèlement).

Exceptés les services dits publics que nous voudrions effectivement voir disparaître (la police, où Chevènement s'apprête à recruter 6500 policiers en 1998 ; l'armée, pour laquelle Jospin a confirmé l'attribution de 85 milliards de francs par an à l'équipement...!), tous les services de réelle utilité sociale sont en sursis : l'école, le secteur hospitalier, E.D.F. (le prochain sur la liste des privatisations après France Télécom), les transports (avec la régionalisation de la S.N.C.F.), le système de protection sociale...

La bonne santé de l'économie fait la très mauvaise santé des travailleurs et des chômeurs. L'offensive du pouvoir politique est naturellement couplée à celle du patronat. Ce dernier à toutes les raisons d'être grandement satisfait par la tournure des événements. Les principaux groupes français ont des chiffres d'affaires en nette progression par rapport à 1997 (cf *Le Monde* du 23 avril). Saint-Gobain progresse de 17,2 %, Michelin de 11,9 % (c'est l'occasion de se souvenir du plan de redressement de cette entreprise!), Lagardère de 16,8 %, Bouygues de 24,1 % etc. Les forces vives du capitalisme français se porte bien!

Mais, on le sait, les riches et les puissants en veulent toujours davantage! C'est aujourd'hui à travers la loi sur les 35 heures que vont s'opérer de catastrophiques reculs sociaux.

Vu l'état des rapports de force et la faiblesse des mouvements de salariés (le nombre d'heures de grèves n'en finit pas de baisser d'année en année), les négociations sur l'organisation du travail tournent et vont continuer de tourner systématiquement en faveur des capitalistes. Les 35 heures vont donc être l'occasion de revenir en arrière sur la plupart des conventions collectives qui offrent déjà si peu de protection. On prendra pour exemple le problème de la définition du « temps de travail effectif » (et donc payé) qui risque d'être de plus en plus restrictive.

Parallèlement à cela, il y a des faits qui parlent : six millions de personnes vivent des minima sociaux, dont le pouvoir d'achat ne cesse de se détériorer, un million de ménages subsistent via le RMI, et les sociétés d'intérim Manpower et Adecco sont devenues les premiers employeurs privés en France...

Une classe en lutte

Les bonnes âmes modérées ne manqueront pas de nous rappeler que la situation pourrait être pire : Il est vrai que nous pourrions tous crever de faim! La logique du moindre mal est bien commode pour accepter et faire accepter l'exploitation et l'oppression.

Pour notre part, nous ne cesserons pas de dénoncer à la fois la droite libérale, ultra-libérale, l'extrême droite, et cette gauche autoritaire et étatiste qui a commis un crime politique impardonnable : faire le sale boulot des restructurations capitalistes en trompant les aspirations populaires au « changement » et à plus de justice sociale! ●●● page 8

ISSN 0026-9433 – N° 1121

M 2137 - 1121 - 10,00 F

Sans papiers en lutte
page 8

Irlande :
une paix crédible ?
page 5

Brassens :
souvenirs d'un libertaire
page 6

1er Mai : histoire d'un jour
page 2

EDITORIAL

En février dernier, l'implication de huit policiers au sein d'un réseau spécialisé dans les braquages était rendue publique. Parmi eux, on a pu remarquer la présence d'un certain Frédéric Jamet, lieutenant affecté à l'un des services prestigieux de la Grande maison, l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, et dirigeant émérite du défunt Front national-police. En 1996, ce « syndicaliste » s'adressait ainsi aux policiers. « Nous voulons être respectés par les braves gens et craints par les malfrats ». Seuls des individus d'une parfaite mauvaise foi pourraient souligner une certaine contradiction entre ces actes et ces propos. Pour ce respectable policier, la délinquance ne peut être qu'immigrée. Aujourd'hui, il peut toujours invoquer cette citation de Le Pen, son chef vénéré. « Je n'ai pas à demander pardon parce que je n'ai pas d'ancêtres venus d'ailleurs ».

Fonctionnaires peut-être un peu trop zélés, quatre CRS ont été mis en examen le 17 avril pour « violences volontaires ». Lors d'un banal contrôle d'identité, dans le quartier « sensible » de Cronenbourg, deux jeunes gens les accusent de les avoir frappés. Nos quatre CRS se défendent, ils affirment avoir été « outragés ». Notons que, de leur point de vue, invoquer cette supposée provocation parait légitimer un petit tabassage en règle. Le syndicat Alliance, droite modérée, leur a apporté son soutien, affirmant que ces policiers n'ont fait qu'accomplir leur devoir « alors qu'il leur est demandé de s'impliquer davantage dans la lutte contre les violences urbaines ». Rappelons qu'après la nuit de la Saint-Sylvestre où plusieurs dizaines de voitures avaient été incendiées, le procureur de Strasbourg avait contesté « l'efficacité du dispositif de maintien de l'ordre ». Relayés par un gouvernement qui affirme haut et fort être totalement « décomplexé » dans le domaine sécuritaire, ces propos semblent avoir été entendus. Dans la capitale européenne, l'ordre républicain doit régner.

Décidément, « police partout, justice nulle part » n'est pas qu'un slogan.

Le Premier Mai

Une journée de lutte et non de fête !

Non, le Premier Mai n'est pas un jour de fête pour les travailleurs conscients. C'est dans le sang ouvrier que les gouvernants ont marqué ce jour en rouge sur le calendrier de l'Histoire. Le Premier Mai ne sera jour de fête et de réjouissances prolétariennes qu'au lendemain de la grève générale victorieuse et de la révolution sociale triomphante (1).

SI AUJOURD'HUI LE PREMIER MAI est essentiellement significatif pour la majorité de la population de jour férié et ne représente plus que pour une petite minorité militante une journée de revendication, il est bon de se rappeler qu'il n'en fut pas toujours ainsi et de s'interroger sur comment renouer avec une tradition de lutte.

Avant que Pétain ne décrète ce jour férié et « fête du travail », le premier mai était un jour marqué par d'importantes grèves où les travailleurs tentaient de « faire la fête » aux patrons et à l'Etat. Cette journée était en effet un événement national, bien souvent placée au centre de l'action syndicale, voyant des travailleurs de tous le pays « chômer » au même moment afin de réclamer la satisfaction de leurs revendications. Après près de 50 ans de Premier Mai marqué par la grève (qui se fit par moment générale) Pétain avait très bien compris l'intérêt qu'il y avait à faire de cette journée un jour férié rendant alors inopérant l'arme de la grève, tentant ainsi de transformer une journée de lutte en un jour de fête.

Il est alors bon de se remémorer certains premiers mai qui marquèrent profondément l'histoire du mouvement ouvrier ainsi que voir qu'elle fut la place des anarchistes dans ces journées qui se firent souvent révolutionnaires.

Les origines du Premier Mai

C'est donc le mouvement ouvrier américain qui lança en 1884 l'idée du Premier Mai comme journée d'offensive ouvrière afin d'obtenir la journée de travail de 8 heures. L'idée se matérialisa alors deux ans plus tard, lors du Premier Mai 1886 par un immense mouvement de grève qui entraîna près de 340 000 grévistes paralysant alors 12 000 usines sur tout le territoire. Cette journée marqua aussi dans le sang cette date dans l'histoire ouvrière (voir encadré ci-dessous). Trois ans plus tard, en juillet 1889, le congrès international socialiste réuni à Paris choisit d'organiser une manifestation internationale pour l'obtention des huit heures tous les premiers mai à partir de 1890. Les anarchistes qui avaient déjà marqué de leur sceau le Premier Mai 1886 à Chicago, allaient aussi se lancer dans la bataille et malgré l'hésitation de certains d'entre eux, être dorénavant intimement liés à cette journée d'action ouvrière notamment en France par leur implication dans le syndicalisme et particulièrement dans les Bourses du travail (2).

Le Premier Mai 1890 fut notamment marqué par l'imposante manifestation de Vienne (Isère) et les affrontements qui suivirent aboutissant à de nombreux blessés du côté des forces de l'ordre et l'arrestation d'une soixantaine de militants. La ville fut mise en état de siège et la grève se poursuivi jusqu'au 6 mai. Les jours précédents la manifestation, Louise Michel avait animé, devant plusieurs milliers de personnes, des réunions dans la région, à Saint-Etienne, Saint-Chamond, Firminy sur le thème de la grève générale et du Premier Mai. L'année suivante, en 1891, le Premier Mai fut aussi marqué d'incidents qui inscrirent pour longtemps une haine tenace dans la mémoire de la classe ouvrière envers l'armée pour le rôle qu'elle joua au moment des grèves. En effet, à Fourmies, petite ville ouvrière du nord de la France, la troupe tire sur la population faisant dix morts dont deux enfants. Au même moment, à Clichy, trois militants anarchistes sont arrêtés à l'issu de la manifestation et sont violemment « passé à tabac » à leur arrivé au commissariat. Nul ne se doutait alors que cette affaire ferait effet de déclencheur dans « l'ère des attentats » qui suivit de 1892 à 1894. Ravachol expliqua qu'il avait commis son premier attentat pour venger les compagnons de Clichy...

À partir du tournant du siècle, les manifestations du Premier Mai avaient abandonné le caractère spontané et souvent violent des premières années pour se transformer en véritable revue des troupes du syndicalisme révolutionnaire. La formation de la classe ouvrière, sa structuration syndicale et la place jouée en son sein par les anarchistes étaient passées par là.

1906, la Révolution par la grève générale ?

À l'occasion du Premier Mai 1901, la « Voix du peuple », le journal de la C.G.T., sous la plume de son rédacteur principal, l'anarchiste Émile Pouget, attire l'attention des militants sur les expériences américaines de 1884-1886 pour réaliser rapidement la journée de huit heures. En septembre 1904, au congrès de Bourges de la C.G.T., l'idée est relancée et le congrès décide qu'à la date du Premier Mai 1906, après la huitième heure de travail, les ouvriers quitteront l'usine et l'atelier.

Toute l'année 1905 est alors marquée par la préparation du Premier Mai 1906. Une commission « pour les huit heures » publie alors tracts, brochures, affiches, organise des conférences et mène une véritable campagne sur le thème « huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisirs ! ». Après une agitation intense, la veille du Premier Mai 1906, le gouvernement a peur et fait arrêter de nombreux militants dont une partie de la direction de la C.G.T., prévoit des délateurs et consigne les troupes dans leurs casernes, prêtes à agir. Des manifestations se déroulent à Paris et dans 138 villes de province, avec des cortèges dépassant parfois 10 000 personnes (50 000 à Marseille, 40 000 à Lyon, 20 000 à Lille). La grève se poursuit jusqu'à la mi-mai avec des pointes de grévistes parfois impressionnante comme à Lyon ou à Paris où l'on dénombre 200 000 grévistes. Malgré le succès d'avoir pu impulser pour la première fois une grève générale d'ampleur nationale autour d'un mot d'ordre unificateur, les objectifs que s'était fixé la C.G.T. ne sont pas atteint et la déception est grande chez de nombreux militants. À partir de 1911, avec les tentions au niveau international, les journées du Premier Mai se feront sur des mots d'ordres antimilitaristes, tournés « contre les menaces de guerre ».

À la sortie de la première guerre mondiale, le Premier Mai 1920 qui se déroule quelques mois après l'importante grève des cheminots, est la dernière expression d'une action syndicale unitaire et dans de nombreux endroits tintée d'espoirs révolutionnaires. De nombreuses villes connaissent des situations de grève générale avec des revendications de nationalisation d'entreprise et de contrôle ouvrier mais nourrissant aussi tous les espoirs de révolutions sociales éclairés par l'exemple russe. Au lendemain de ces grèves générales avortées une des ultimes conséquences du décalage entre la direction parisienne de la C.G.T. issue de la collaboration de l'union sacrée et une réalité militante de nombreux départements issue des grèves revendicatives de 1917 va être la scission syndicale. Durant toute l'entre-deux-guerres l'organisation et la dynamique des premiers mai souffriront profondément de cette division syndicale. Seule la marche à l'unité redonnera toute son importance à cette journée d'action comme lors du Premier Mai 1934 lorsque le mouvement ouvrier affirmera son opposition au danger fasciste ou le premier 1936 qui fête l'unité syndicale retrouvée et annonce les grandes grèves de juin.

Et maintenant ?

Depuis déjà de nombreuses années le Premier Mai ne semblait plus incarner l'expression centrale des revendications ouvrières ni même plus largement du mouvement social dans son ensemble. Pourtant depuis les grandes grèves de novembre-décembre 1995, les deux Premiers Mai qui ont suivi ont renoué avec une certaine radicalité ainsi qu'une participation importante. Au moment où le mouvement social semble depuis quelques temps relever la tête et au travers de luttes comme celles des chômeurs, des sans-papiers ou simplement celles menées par de nombreux salariés, exprimer une certaine recomposition, il serait peut-être bon de s'interroger sur les moyens de redonner un rôle offensif et central à la journée du Premier Mai ? Dans le cadre d'un mouvement social qui gagne chaque jour en autonomie et en radicalité et qui n'est plus comme par le passé uniquement cantonné aux structures syndicales ou politiques, il appartient à tous de savoir comment faire de cette journée un moment de convergence de nos revendications et de nos aspirations à la transformation sociale.

David (groupe Durruti - Lyon)

(1) Extrait de l'appel de la C.G.T. pour la journée du Premier Mai 1909. Reproduit en affiche et en première page du journal de la confédération *La Voix du peuple*.

(2) voir à propos de la spécificité des Bourses du travail l'article intitulé « Les Bourses du Travail, un instrument original du syndicalisme français » dans le hors série n°9 du *Monde Libertaire* de décembre 1997, pages 34-36.

A l'origine du Premier Mai
« Les martyrs de Chicago »

L'idée du Premier Mai comme journée d'actions et de revendications ouvrières fut lancée pour la première fois en 1884 au IV congrès du syndicat américain AFL (Fédération américaine du travail). Il fut en effet décidé d'impulser à partir du Premier Mai 1886 une immense campagne d'agitation, essentiellement menée au travers de grèves, visant à obtenir la limitation de la journée de travail à 8 heures.

Si, à la date fixée, des grèves éclatèrent sur l'ensemble du territoire américain, c'est à Chicago qu'elles furent le plus radical et où cette journée acquis une importance historique qui marquera pour toujours le mouvement ouvrier international. Chicago était alors un des centres les plus actifs du mouvement ouvrier américain, principalement dominé dans cette ville par les militants anarchistes dont un certain nombre étaient des immigrés allemands. Ces derniers occupaient d'ailleurs une place dominante parmi les travailleurs de la ville.

À l'occasion du Premier Mai 1886 un véritable bras de fer va s'engager avec le patronat local. Au lendemain de cette journée, alors que les grèves se poursuivent en entraînant plusieurs milliers de travailleurs, les patrons licencient 1 200 ouvriers, font appels à des « jaunes » (les « scabs ») mais aussi à la célèbre agence « Pinkerton » spécialisée dans « la casse » de grèves en fournissant des provocateurs ainsi que des tueurs à gages.

Le 4 mai au soir un immense meeting, rassemblant près de 15 000 personnes, est organisé sur la célèbre place du marché (Haymarket) d'un quartier populaire de la ville. La plupart des militants anarchistes en vue y prennent la parole, tel Albert Richard Parsons. En plein milieu du meeting la police à cheval chargea alors le rassemblement provoquant ainsi un véritable affrontement. Dans la bataille une bombe fut lancée sur un détachement de police par un militant anarchiste allemand, Schnaubelt, dont on ne su jamais si son acte était l'objet d'une provocation où d'une sincère réponse à la violence policière. Il n'empêche que cet acte fut le prétexte à une violente répression où perquisitions et arrestations se multiplièrent dans les jours qui suivirent. Huit des principaux leaders syndicaux de la ville, tous anarchistes, furent alors arrêtés et condamnés à la peine de mort le 20 août 1886 lors d'une véritable parodie de justice.

Trois compagnons virent finalement leurs peines commuées en années de bagne. Malgré la campagne de solidarité, le 11 novembre 1887 au matin Parsons, Fischer, Engel et Spies furent pendus. Lingg s'étant suicidé en prison deux jours plus tôt pour échapper à l'exécution. En 1893, la révision du procès reconnue l'innocence des huit inculpés ainsi que la machination policière et judiciaire mise en place pour criminaliser et casser le mouvement anarchiste et le plus largement le mouvement ouvrier naissant. Les suppliciés furent alors réhabilités et les trois emprisonnés purent quitter le bagne.

Le premier mai est donc bien une journée inscrite dans l'histoire du mouvement ouvrier avec le sang de militants anarchistes.

David.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

le monde libertaire
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Salariés de l'A.N.P.E. : Toujours plus de pressions

Le projet de loi d'orientation relatif à la lutte de l'exclusion, dont nous avons pu déjà parler dans les colonnes du *Monde libertaire*, concerne en partie les 16 000 agents de l'Agence nationale pour l'emploi. Il s'agira d'assurer un nouveau suivi des « demandeurs d'emploi longue durée » soit les personnes inscrites depuis plus d'un an, les « exclus » comme on dit... Pour les employés de cette grande entreprise (certainement la plus connue de ce pays !), ce sera, hélas, un nouvelle occasion d'être forcés à jouer les « pompiers sociaux » ; une tâche bien sûr hautement frustrante, vue que ce sont les employeurs et eux seuls qui, par définition, font la loi sur le marché du travail. Pour les agents A.N.P.E., la mission – pour reprendre le vocabulaire de la Direction – consiste à :

a) prendre de plein fouet la détresse sociale, la misère, le mécontentement, la révolte ou la haine des chômeurs (qui bien souvent les perçoivent comme de simples rouages anonymes de l'institution) et

b) être confrontés quotidiennement aux discours puants des employeurs, au racisme que la plupart d'entre eux affichent ouvertement, au sexisme, à leurs éternelles complaintes sur ces maudites-charges-de-sécurité-sociale-qui-les-écrasent.

Un drôle de service public

Entre le patronat et la pression du public, le personnel doit, de plus, faire face aux attaques continuelles de la hiérarchie qui n'en finit plus d'innover. Dans ce contexte on comprendra combien le fait d'être employé par ce type d'Établissement public revêt un caractère particulier.

Les agents de l'A.N.P.E. sont constamment pris en otages : parce qu'ils sont quotidiennement mis en situation de gérer la plus lourde conséquence du capitalisme, le plus grave « dysfonctionnement » de l'économie de marché : cette aberration qu'est le chômage. Cette position pour le moins inconfortable explique, entre autre, le taux de dépression qui est le plus élevé de toute la fonction publique. Par ailleurs, la relation quotidienne elle aussi avec les employeurs est .. particulière. Le rôle du conseiller se réduit la plupart du temps à vendre des chômeurs au meilleur rapport qualité-prix à des employeurs qui, en plus, vont lui débiter toute la série des critiques antifonctionnaires primaires ! C'est aussi cela qui incite une grande partie du personnel à adhérer idéologiquement aux valeurs de l'économie de marché, à justifier les inégalités, voire à mettre la faute du chômage sur les chômeurs eux-mêmes, ce qui est un comble pour des individus qui au contraire, de par leur métier, devraient percevoir mieux que tous les autres la réalité sociale du chômage. Mais la contradiction n'est qu'apparente. Il faut comprendre ce phénomène comme une attitude de fuite : tout individu a besoin de justifier ce qu'il fait s'il veut « tenir le coup ».

Parlons utilité sociale...

La question du rôle des agents A.N.P.E. est loin d'être sans intérêt : arrivant dans un organisme qui ne devrait même pas existé – puisqu'il est un pur produit d'un système d'exploitation – les individus à l'esprit contestataire doivent forcément se positionner par rapport à ce rôle imposé. C'est un vieux débat dans notre secteur. Depuis des années, des collègues ont essayer de développer une identité professionnelle en quelque sorte « compatible » avec le refus du capitalisme. Répondre aux besoins des chômeurs et non à ceux des employeurs, refuser d'être complices des discriminations, refuser d'animer des prestations pour apprendre aux chômeurs à se vendre mais pour leur apporter une aide réelle (en exigeant par conséquent d'avoir les moyens budgétaires nécessaires), et surtout tenter de développer au maximum les tâches de conseils, d'orientation et de formation. Bref, essayer de transformer nos emplois, de reconstruire notre métier en fonction de critères d'utilité sociale est, pour nous, un enjeu essentiel.

Or, aujourd'hui, il apparaît clairement que la Direction générale, appliquant les consignes données par la haute administration d'État, organise depuis plusieurs années une vaste offensive idéologique afin d'enterrer toute idée d'A.N.P.E. service public. Dans la bouche des hiérarchiques, il n'est plus question d'usagers mais de clients, il n'est pas question de parler de satisfaction des besoins mais de compétitivité, de performances, de challenges, (et oui, on croit rêver !) comme si nous étions dans un service marchand... La dernière invention est le plan qualité et la qualification des agences (type norme ISO !). Voila donc les agents collectivement évalués, et livrés aux critiques des « clients » (demandeurs d'emploi et patrons) qui s'empressent évidemment de les enfoncer en remplissant des questionnaires fortement directifs... Culpabilisés une nouvelle fois par ces enquêtes la plupart des collègues baissent un peu plus la tête en attendant la mise en place de l'évaluation individuelle qui sera effectuée par les chefs d'Agence lors d'un entretien, baptisé avec beaucoup d'humour et de cynisme « entretien de progrès »...

Organiser la riposte

Dans ce contexte, la mobilisation n'est pas aisée. Pour la première fois depuis longtemps une intersyndicale a récemment lancé un appel unitaire afin, je cite « de sauver le service public d'une mort programmée ». Cette plate-forme, bien que pointant des problèmes effectifs et importants reste, hélas, encore très corporatiste, et, en voulant ratisser très large, demeure dénuée du sens politique qui serait pourtant nécessaire afin d'analyser et de contrer le discours de la Direction. L'avenir nous dira s'il s'agit d'un nouveau coup d'épée dans l'eau ou de quelque chose de plus sérieux... Enfin, il est absolument nécessaire de rechercher des convergences réelles avec des collectifs de chômeurs, en organisant par exemple des tables rondes réunissant chômeurs, agents de l'A.N.P.E., de l'A.S.S.E.D.I.C., de l'A.F.P.A. (le seul organisme public de formation gratuit pour tous les chômeurs et en voie de restructuration également)... À nous de construire ces passerelles, indispensables pour l'enrichissement de chacun et afin de montrer qu'il est possible de fédérer les luttes.

Jélif

35 heures
Les patrons en veulent trop. Et nous ?

Un sondage de janvier paru dans *le Monde* mettait déjà en évidence le peu d'enthousiasme des salaries pour cet avatar socialiste de la justice sociale qu'est la réduction du temps de travail de Martine Aubry. La ministre du Travail a dû se lancer dans une opération de marketing pour forcer le sourire de ceux et celles qui sont sensée s'enthousiasmer de travailler 35 heures par semaine. Reconnaissant qu'il n'y a pas « de grand mouvement de soutien » aux 35 heures, elle a demande aux préfets et aux syndicats de se mobiliser. Viannet, pour la C.G.T., n'a pas peur du ridicule en évoquant « l'avancée la plus importante depuis 1936 ». De son coté, la section cadre de la C.G.T. déclare : « la perspective des 35 heures [...] n'effraie pas les chefs d'entreprise ». Cet aveu n'étonnera pas les lecteurs du *Monde Libertaire*. La C.F.D.T., toujours à la pointe du combat cogestionnaire souhaite organiser un rassemblement le 12 mai au stade Charléty de Paris pour entamer une campagne dans les entreprises sur les 35 heures.

Pourtant, sur le terrain, les premiers conflits qui ont traits à la négociation sur les 35 heures se développent et se crispent. Après la journée d'action du 28 février organisée par les syndicats de la banque face à la dénonciation de la convention collective par les patrons de ce secteur, c'est le 22 avril que les syndicats de salariés appelaient à se mobiliser contre les attaques patronales de l'union des grands commerces de centre-ville. Faible mobilisation, semble-t-il, de la part des salariés d'une nouvelle journée d'action est déjà appelée pour le 4 juin. Le patronat des grands magasins est d'accord pour les 35 heures mais en dénonçant les conventions collectives de 40 000 salariés, et en demandant plus de flexibilité et d'amplitude horaire.

Comme la loi Aubry n'a pas prévu de limites dans la remise en cause des acquis ce sont les rapports de force sociaux qui vont faire la différence.

Pour évoquer la loi de Robien, loi votée en 1996 et qui porte sur la RTT il est intéressant de noter que l'entreprise de collants Well du Vigan (Gard) qui a bénéficié dans ce cadre d'une ristourne de 5 millions de francs vient d'annoncer de nouveaux licenciements. Non seulement elle n'a pas légalise toutes les embauches prévues avec la signature de l'accord en 1997 mais en plus elle cherche à bénéficier des avantages que lui offre la loi Aubry ! Concrètement, la direction annonce que toute nouvelle réduction du temps de travail se conclura par d'autres licenciements. Bel exemple d'efficacité de la RTT motivée par les nécessités du profit et de la spéculation !

Ce n'est pas l'entrevue C.N.P.F.-gouvernement du 17 avril qui nous fera croire que le patronat est le perdant de l'histoire. C'est bien nous tous et toutes à travers le grignotage constant de nos conditions générales de vie, de travail, qui sommes les grands perdants : sans oublier les chômeurs, toujours actif dans leurs luttes, mais toujours incertains dans leurs perspectives d'intégrer le triste monde du travail.

Il n'y aura pas de repos possible pour les consciences et des bonnes volontés une fois gagné le rapport de force pour que les RTT produisent des embauches sans précarité et sans condition de la part des patrons, il faudra bien penser à aller plus loin, toujours plus loin contre l'injustice sociale. Car s'en tenir là, c'est renoncer à la seule lutte qui vaille vraiment : celle de l'égalité sociale sans exploitation, sans domination.

Daniel (groupe du Gard)

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire
http ://www.altern.org/fa

En bref

■ *Un groupe est en cours de constitution à Boulogne. On peut en rencontrer les membres le samedi sur le marché (derrière l'église) de 11 h 30 à 12 h 30 (sinon : 03 21 32 34 63).*

■ *A Toulouse, Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste tient des permanences a l'Athénée Albert-Camus 36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse, les mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Il assure egalement une table de presse les mardi de 12h30 à 13h30 à la MDE (Universite Toulouse-Mirail), sauf vacances.*

■ *On peut prendre contact avec la liaison F.A. des Côtes d'Armor à l'adresse suivante : CEL Côtes d'Armor, B.P. 38, 22 301 Lannion.*

■ *Le n° 18 de* Réseau Ouvrier, *feuille d'information du groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise, vient de sortir. Disponible pour le prix d'un timbre à : Groupe Makhno de la F.A., Bourse du Travail, Cours Victor Hugo, 42000 Saint-Etienne. Abt. pour l'année : 100 F.*

■ *Vous souhaitez nous rencontrer ? Les « relations intérieures » de la Fédération anarchiste. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du* Monde libertaire, *145, rue Amelot, 75011.*

■ *Création d'une liaison F.A. à Carentan (Manche) ; on peut la contacter à l'adresse suivante : GREL - B.P. 12, 50130 Octeville.*

■ *Le local anarchiste rennais présente l'exposition « Présence anarchiste en Bretagne au XXe siècle » jusqu'au 15 juillet. 9, rue Malakoff, le mercredi et le samedi de 15 h à 19 heures.*

■ *Le n°44 d'infos et analyses libertaires, la revue de l'union régionale sud-ouest de la FA, est disponible. Au sommaire : un dossier sur l'anarcho-syndicalisme, les chômeurs en lutte, la résistance libertaire, agir au lieu d'élire... Prix 15 F à commander à CES, BP.233, 66002 Perpignan Cedex.*

■ *Le n°10 du journal anarchiste grenoblois* La Faille *est disponible contre 6 F (ou 36 F l'abt. annuel).* La Faille, *B.P. 2301, 38 033 Grenoble cedex 02 (chèque à l'ordre de LAP).*

Alternative Libertaire *de mai 1998 est sorti de presse. Au sommaire : Centre social de Bruxelles ; Historique du Collectif Sans Nom ; AMI ; Mai 68 - Mai 78, dix années qui ébranlèrent le monde ; De la destruction de l'État aux conditions de son dépérissement. ; De la non-servitude volontaire ; Déserrer les machoires de l'État-étau ; Polémique : les bûchers libertaires ; Et bien sûr le n°5 de « La feuille de résistance de Chômeur, pas chien ! » ; En encart : le bulletin de liaison des Cafés Politiques de Belgique* Alternative Libertaire *est disponible par correspondance : au numéro 100 BEF ou 20FF - abt. pour un an 700 BEF ou 200FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique*

PIC, PACS, CUS, CUCS

Le mariage républicain en danger

12 000 MAIRES VIENNENT DE signer la Déclaration des maires de France pour le mariage républicain. Par ce texte, lancé par Michel Pinton, maire U.D.F. de Felletin dans la Creuse, ils s'affirment « soucieux de préserver la famille comme élément naturel et fondamental » et se déclarent opposés « à la mise en place d'un contrat d'union pour les personnes du même sexe » et « à l'implication du maire en tant qu'officier d'état civil, dans la célébration d'un contrat de ce genre. »

Cette initiative rassemble le tiers des maires français, essentiellement maires de petites communes, et reçoit le soutien d'Isabelle Muller-Schneider (1), vice-présidente de l'Association pour la promotion de la famille (sans que cette association soit impliquée, d'après sa présidente) et l'offre d'aide de Familles de France (association familiale traditionnaliste membre du cartel d'association anti-avortement fédéré par Christine Boutin). Rien de bien étonnant bien qu'un peu paradoxal : résister aux unions contre nature (2) au nom de la famille, voila un des credos intangibles de la droite réactionnaire, mais défendre le mariage républicain célébré par les maires va à l'encontre de la foi catholique de bon nombre d'entre eux. L'épouvantail étant terrifiant, il vaut mieux encore prôner le mariage civil !

En effet, nous ne savons pas qui du CUS (contrat d'union sociale), du CUCS (contrat d'union civile et sociale), du PIC (pacte d'intérêt commun) ou du PACS (pacte civil de solidarité) sera présenté en mai au vote de l'Assemblée nationale mais ce qui effraie le plus ces réactionnaires de tout poils c'est que non seulement on pourrait donner des droits aux cohabitants hors mariage mais aussi aux couples homosexuels.

La mission Droit et Justice, présidée par Jean Hauser, professeur de droit, a rendu à la chancellerie son rapport proposant des solutions pour résoudre les difficultés rencontrées par les concubins par la création d'un pacte d'intérêt commun. Par ailleurs, Patrick Bloche (P.S.) et Jean-Pierre Michel (M.D.C.) terminent la rédaction d'un projet de loi commun instituant un pacte civil de solidarité. Aucune de ces deux propositions n'est favorable à la célébration de l'union par le maire : elles visent à permettre à des personnes physiques d'organiser tout ou partie de leurs relations pécuniaires et patrimoniales dans une communauté de vie.

ni CUS ni maire

Les propositions du CUCS ou CUS envisageaient jusqu'alors d'aller plus loin en reconnaissant le lien unissant deux personnes physiques, quel que soit leur sexe, et leur obligation de soutien matériel et moral devant un officier d'état civil.

C'est pourquoi cette proposition est tant défendue par les associations d'homosexuels masculins car, au-delà de droits accordés par les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles aux seuls époux ou concubins (rapprochement de conjoints fonctionnaires, assurances vieillesse, veuvage et décès, donations et legs, déclaration et imposition commune des revenus, séjour de partenaire étranger…), elle ouvre l'espoir d'une reconnaissance des couples d'homosexuels.

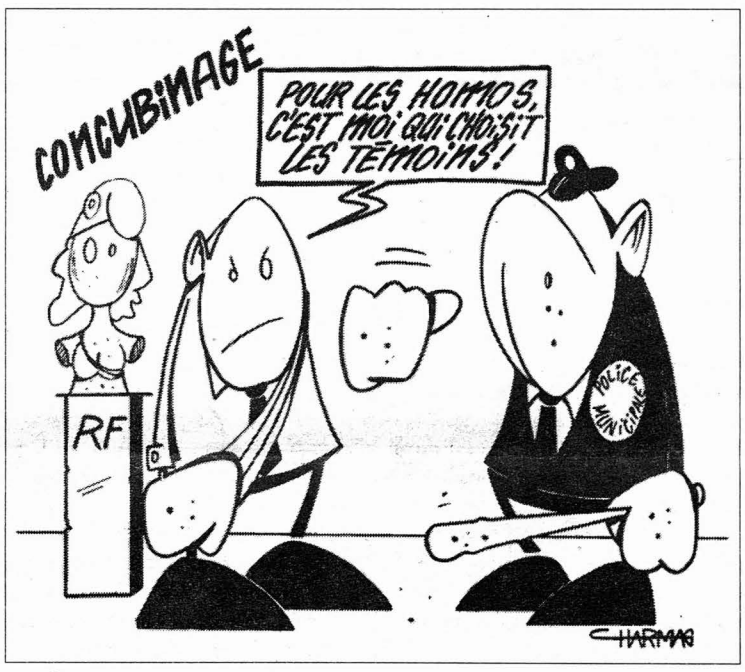
Si l'on veut bien comprendre la détresse dans laquelle se retrouvent certains homosexuels ou lesbiennes au moment du décès de leur compagnon ou compagne de vie, notamment à l'heure du sida (exclusion de la chambre d'hôpital ou des funérailles, exclusion du logement commun si le bail est au nom du défunt, spoliation des biens communs par la famille en l'absence de testament… (4), il n'en reste pas moins étrange de vouloir revendiquer la force des liens amoureux par un contrat imitant le mariage ou le concubinage, vouloir ainsi entrer dans la norme hétérosexuelle et patriarcale.

Face aux intégristes et réactionnaires (forces brunes et bleues) ou normalisantes par l'universalisme républicain voire moralisatrices (forces roses, rouges ou vertes), cette fierté homosexuelle et lesbienne aurait mieux à faire, et surtout plus à gagner, à revendiquer une reconnaissance des droits de l'individu au niveau social, économique et politique, telle que les anarchistes mais aussi bon nombre de féministes et lesbiennes le formulent : droits attachés aux individus dès la naissance leur permettant de s'associer avec qui ils veulent sans jamais être obligés de s'assujetir à autrui et de perdre tout ou partie de ces droits.

Hélène Hernandez

(1) Secrétaire de l'association pour la promotion de l'année de la famille, y fréquentant là Jean-Marie et Anouck Meyer (gendre et fille de Jérôme Lejeune).

(2) Michel Coulon (P.S.), maire de Le Fay en Saône-et-Loire, cité par Michèle Aulagnon dans *Le Monde* du 16 avril 1998.



La pandémie du sida aura-t-elle bientôt une fin ?

Silence = mort

ON LE SAIT, ENCORE DE TROP nombreuses personnes sont contaminées chaque jour, dans le monde, par le V.I.H. (virus d'immuno-déficience humaine). 30 millions de personnes sont ainsi séropositives actuellement.

On sait également que les personnes séropositives déclarant le sida (syndrome d'immuno-déficience acquise) succombent ensuite rapidement, victime de la première maladie opportuniste venue. On le sait, encore et toujours, les pays hypocritement appelés en voie de développement sont les plus touchés quantitativement par cette pandémie assassine. Après la peste, la lèpre, le choléra, et que sais-je encore, on a quelque peu le sentiment, au regard de l'ampleur du sida, qu'un fatalisme hallucinant s'installe, et ce face aux différentes épidémies conséquentes pour l'humanité.

Certains scientifiques pleins de philosophie à deux balles parleront, à propos du sida, de régularisation démographique, sorte de sélection naturelle à la sauce darwinienne. Les homophobes parleront d'une hécatombe dont les coupables homosexuels sont les payeurs ; et ils s'en réjouiront. Les tenants de l'ordre moral, qu'ils soient religieux ou politiques, parleront soit de châtiment divin, soit de déviance sexuelle, dès lors que l'on a pas (ou pas envie d'avoir) de partenaire fixe. Les charlatans de toutes sectes et de tous poils parleront de fin du monde méritée. Les bien-pensants diront des toxicomanes qu'ils sont des délinquants de seconde zone et les condamneront sans voir plus loin que le bout de leur nez. Les publicitaires comme Benetton joueront avec l'idée de discrimination séropositif/séronégatif tatouée sur la peau, comme d'autres portaient contre leur gré l'étoile jaune ou le triangle rose.

Et il y a ceux qui n'oublient pas que de gros lobbys financiers, comme ce fut le cas avec le laboratoire américain Abbot, bloquent la fabrication à grande échelle des médicaments et autres anti-viraux existants ; le marché n'étant pas assez rentable, paraît-il… Il y a ceux qui n'oublient pas que le pape à lui seul influence le comportement sexuel de millions de personnes, que ce même Jean-Paul II prêche le non-port du préservatif (considéré comme un avortement avant l'heure), et qu'il commet ainsi un crime contre l'humanité sous prétexte qu'il n'a jamais bandé (vraiment ? !), ou du moins que sa religion le lui interdit. Il y a ceux qui n'oublient pas, également, que la santé publique peut délibérément être mise en danger par des hommes et des femmes politiques, comme ce fut le cas avec l'affaire du sang contaminé et des ministres « responsables mais pas coupables » ! Et puis il y a ceux qui n'oublient pas de dénoncer que certaines puissances, politiquement et économiquement impériales et racistes, se réjouissent silencieusement de voir l'Afrique se mourir à petits feux.

Chronique d'un sidaction décevant

On peut tout d'abord s'interroger sur le pourquoi d'une soirée ambiance bon enfant, similaire au téléthon, pour une maladie comme le sida. En effet, à part pour le cas des enfants hémophiles contaminés par le V.I.H., on a du mal à comprendre le paternalisme et la moralité qui planent durant la première partie de la soirée. Ensuite, on a du mal à comprendre comment des chanteurs et des chanteuses, bien souvent loin de nos réalités, investissent entièrement la seconde partie de la soirée, et comment ils pourraient être plus intéressants que des discussions, des témoignages du « vivre avec », des chiffres, des analyses sur la maladie. C'est en tout cas sans conteste beaucoup plus canalisable que l'éclat de voix d'un représentant d'Act-up… Et, dans ce genre de soirée télévisée, on oublie un peu trop qu'il vaudrait mieux choisir politiquement de financer la recherche et l'accès au soin pour tous, du Nord au Sud, plutôt que de financer les essais nucléaires dans le Pacifique, les drôles de trous du Crédit Lyonnais, ou encore le Stade de France. Ces choix-là, fort regrettables, il faut les dénoncer.

Agathe.

PERPIGNAN

Des gendarmes aussi ripoux que des flics ?

LES CHEFS AVAIENT FABRIQUÉ un pin's à leur effigie qu'ils vendaient (cher) et qui faisait office de laisser passer pour les fois suivantes. « Halluciné » par ce qu'il découvrait cet auxiliaire raconte comment on l'a formé : «… Alors j'ai craqué. J'en ai pris environ pour 10 000 F en un an » puis, comme pour se disculper un peu, il rajoute aussitôt « mais rien qu'aux marocains ! ». Ubuesque !

Edmond Rochette, militaire de carrière de 52 ans, adjudant chef, 30 ans de services, commandant du peloton infernal, nie tout. Il accuse les autres, déplore le manque de surveillance des chefs sur les auxiliaires. Ce sont eux qui prennent tout (au propre comme au figuré). Pour certains larcins qu'il ne peut pas nier, il avoue qu'on lui « offrait des cadeaux en contrepartie de son amitié ». Surréaliste !

Le summum est atteint le 23 avril alors que c'est au tour de Christian Bonnery de comparaître. Visiblement, il est venu pour balancer. Pour lui, le capitaine Rouyre de Narbonne (ancien commandant d'escadron d'autoroute à Narbonne actuellement en retraite) « et le lieutenant colonel Grech d'Orange couvraient Rochette et lui filaient de super notes. En échange, ils venaient au peloton se servir ». Il accuse ses chefs de l'avoir « mis en quarantaine », « mal noté » après qu'il ait dénoncé « toutes ces magouilles à son supérieur de Narbonne », alors qu'« il n'avait rien à se reprocher ». Grotesque.

Que fait la Justice ?

Elle reconnaît la gravité des faits, bien sûr, mais refuse obstinément de faire le procès de la gendarmerie nationale. Le tribunal a même refusé de faire comparaître la hiérarchie militaire, pourtant citée plusieurs fois. Marie Conté – présidente du tribunal – s'en tiendra donc aux simples dossiers des prévenus, considérés comme de vulgaires délinquants, sans plus. Visiblement, le képi ne suffit pas à faire la différence dans son esprit.

Le procureur Bernard Chifflet réclame « non pas des peines sévères mais des peines adaptées ». On croit rêver. Dans sa tête, même coupables, ces gendarmes, parce qu'ils sont gendarmes, sont moins coupables que certains qu'ils ont rançonnés. J'en veux pour preuve les propos qu'il a tenus lors de sa plaidoirie. Se mettant à la place d'un enfant marocain (sic !) assis à l'arrière de la voiture de ses parents, et témoin d'un premier racket au péage sud du Boulou puis d'un second, la liaison radio fonctionnant, au péage nord, il s'est demandé « comment un tel gosse, gamin de banlieue, pourra réagir s'il commet un délit et se retrouve devant un juge ? ».

La place de ce « gamin de banlieue » (d'origine maghrébine de surcroît) ne peut se trouver que devant un juge dans la tête de ce monsieur. Il est clair que la cause est entendue entre toutes les instances de l'État pour minimiser cette affaire sans avoir l'air de l'enterrer. D'ailleurs, les gendarmes coupables de faux en écriture publique encouraient pour cela la cour d'assises. Comment se fait-il alors qu'ils comparaissent finalement devant un tribunal correctionnel ?

Une affaire qui salit les services de l'État entre les mains de juges non professionnels ? Vous rigolez, c'est une affaire de spécialistes… Gageons qu'il vaut mieux être gendarme ripoux que directeur de publication du *Monde libertaire* (1). Mise en délibéré du jugement le 11 mai.

Martine. – groupe Puig Antich (Perpignan)

(1) le *Monde libertaire* a été condamné à 7 600 F d'amende suite à une plainte déposée par le ministre de l'Intérieur pour une prétendue diffamation à l'encontre de la police.

* Toutes les citations sont extraites des comptes rendus d'audience publiés dans *l'Indépendant* entre le 21 et 25 avril 1998.

L'Irlande du Nord et l'accord de paix

L'ACCORD DE PAIX récemment conclu entre les politiciens nationalistes et unionistes d'Irlande du Nord a été universellement acclamé comme « historique » par les médias internationaux. Les signataires de cet arrangement ont été qualifiés de « héros » pour leur bravoure et leur courage dans la rédaction de cet accord. L'accord a été présenté comme offrant la « paix » aux habitants.

Cependant, il a peu été question de la nature de cette paix proposée. Jusqu'à un certain point, cet accord est une tentative pour transformer l'Irlande du Nord en une démocratie néo-libérale standard. La répression bigote par les pouvoirs établis unionistes de la classe des travailleurs nationalistes s'est montré bien disposée à la résistance. D'un autre côté, le néo-libéralisme international est un système auquel il est beaucoup plus difficile de résister. Ainsi, pendant quelque temps, il y a eu une division au sein de la classe dirigeante d'Irlande du Nord.

Les unionistes traditionnels de l'aide droite étant opposés à tout changement, tandis que l'état britannique préférait un glissement vers une approche néo-libérale plus « moderne » du gouvernement de l'Irlande du Nord.

L'accord entre les politiciens s'est concentré presque exclusivement sur des arrangements pour le partage du pouvoir. Les luttes majeures de la classe des travailleurs nationalistes, pour la dissolution de la RUC (police) et la libération des prisonniers n'a même pas figuré sur l'agenda des discussions. Elles seront traitées par des commissions à une date ultérieure. Cependant, quelques jours seulement après la signature de l'accord, Tony Blair et David Trimble (UUP) (1) ont clairement annoncé qu'une réforme majeure des forces de polices est une option que ne sera tout simplement pas envisagée.

Quoi de neuf?

La nouveauté majeure dans cet arrangement, en comparaison avec les accord précédents qui ont échoué, c'est qu'il incorpore le Sinn Fein (Républicains) dans la structure du pouvoir. C'est depuis longtemps une des tactiques favorites des pouvoirs impérialistes que de coopter les dirigeants politiques de la résistance et de les utiliser pour « gérer » la population.

L'ANC et le PLO, tous deux impliqués dans de récents accords « historiques » n'ont clairement pas menacé le *statu quo* capitaliste, et se sont juste montrés fermes pour « policer » toute opposition. Il est difficile de voir sous un autre jour le rôle du Sinn Fein dans cet accord. Durant toutes les négociations, ils ont à peine prétendu consulter leur base, présentant des stratégies préformulées pour que les gens les adoptent.

Pendant ce temps, la tuerie continue, avec au moins deux meurtres sectaires depuis que l'accord a été signé. Est ce que cet accord contribuera a arrêter le cycle de la violence et permettra a la solidarité et à la coopération de s'épanouir à travers les divisions religieuses? Tandis que l'intensité de la violence se relâchera presque certainement, cet arrangement pourrait, en fait, avoir pour effet de renforcer les divisions « tribales » dans la classe laborieuse d'Ulster. Le cadre de cet accord est basé sur le modèle de deux groupes divisés et antagonistes. Chaque membre de l'assemblée devra annoncer à quel bloc il appartient, nationaliste, unioniste, ou indépendant. Le pouvoir sera contrôlé par un système de quotas, chaque bloc ayant un certain nombre de sièges dans les conseils prenant les décisions. Ce système de quotas a produit des échecs manifestes lorsqu'il a été appliqué ailleurs.

Toute solution réelle et durable à la haine et à la violence en Irlande du Nord peut seulement venir de l'action populaire. Pendant ce temps, cet accord pourrait renforcer les divisions tout en permettant au *statu quo* de se maintenir essentiellement inchangé en dépit de l'ajout de quelques nouveaux visages.

Chekov, correspondant à Dublin pour *le Monde Libertaire*

(1) *Irish News*, 17 Avril 98. U.U.P. est le principal parti unioniste (protestant).

Attentat fasciste contre la C.N.T.

À 3 heures du matin le 24 février 1998, le siège du comité national de la C.N.T. et de la Fédération locale des syndicats de la C.N.T. de Madrid a été victime d'un incendie criminel provoqué par un attentat fasciste. Les dégâts ont été faibles, seule la porte d'entrée à brûlé, mais cela grâce à l'intervention rapide des voisins de l'immeuble.

Cette action terroriste d'origine fasciste a été exécutée avec l'assurance de ne pas rencontrer de syndicalistes dans le local, mettant en danger la vie des voisins qui, à cette heure là, dormaient.

Pour la deuxième fois en trois ans, la C.N.T. est l'objet d'attentats fascistes. Le précédent, qui eu lieu à Villaverde Alto, n'a pas encore été éclairci. La C.N.T. tient à dénoncer l'impunité avec laquelle agissent les groupes fascistes dans tout Madrid, avec la triste liste de morts qui s'ensuit, cela avec la complicité du pouvoir qui ne les considère que comme de simples bandes urbaines. Devant cette passivité gouvernementale, la seule solution pour éradiquer la barbarie fasciste réside dans notre organisation : action et solidarité.

La C.N.T. déclare le gouvernement responsable de toutes les conséquences que cette situation implique.

Comité National de la CNT
Comité Local de la CNT de Madrid

ESPAGNE :

Une autre forme de terrorisme

L'APPLICATION DE LA DERNIERE réforme du travail est venue enrichir un peu plus les puissants au détriment des travailleurs. La maxime « les riches plus riches, les pauvres plus pauvres » continue à s'imposer dans l'europe communautaire créée, établie et introduite pour le plus grand bénéfice du Capital. La dernière réforme du travail négociée entre patrons et bureaucrates syndicaux payés par le gouvernement ne fut qu'une application pratique de ce que les « hauts shérifs » de l'Europe de Maastricht (l'Europe des riches) ont dessiné comme axes fondamentaux de la future politique de l'emploi. Les résultats les plus évidents de cette réforme ne se sont pas fait attendre alors qu'il n'y a même pas un an qu'elle est appliquée : le chômage monte, l'insécurité de l'emploi est un fait, la précarité du travail et dans les conditions de travail est terrifiante. Les médias à la botte du pouvoir nous déclarent que le terrorisme est une façon d'agir qui effraie la population, cela afin d'obtenir la satisfation de buts précis, préétablis. Bien. Pour une fois, nous serons d'accord. Mais alors pourquoi donc ne parle-t'on pas du terrorisme concernant celui auquel le patronat nous soumet ? Que signifie l'obligation de réaliser des heures supplémentaires et des forfaits. Sur quoi sont établis les contrats « poubelles » et à durée déterminée ? Un travailleur moyennement conscient de sa situation pourrait penser que ce sont là des questions de Monsieur de Lapalice. Le chômage est une arme du capitalisme pour réguler le marché et nous faire bosser dans des conditions que dans une situation de plein emploi personne n'accepterait ! Les C.D.D., les heures supplémentaires sont en définitive les conséquences des politiques planifiées qui cherchent à gagner plus à moindre coût. Et tout ceci continue, installant la peur chez les travailleurs. Continuons à parler du terrorisme. Si, comme nous l'indiquions auparavant, la maudite « flexibilité » et le chômage servent à stoper et réprimer les justes revendications de ceux qui bossent, pour vivre et travailler dignement, en tout cas c'est dans les accidents du travail que se concrétisent les victimes réelles du terrorisme patronal que nous subissons tous. En Espagne, durant l'année 1997, selon les chiffres officiels, 1437 travailleurs sont morts sur les chantiers.

La loi sur la médecine et la sécurité du travail n'a servi à rien comme les centaines de millions que le gouvernement file aux bureaucrates syndicaux et aux patrons pour augmenter la sécurité du travail. Cette sécurité s'obtiendra quand on travaillera dans des conditions dignes et correctes, ce que jamais le patronat n'acceptera.

***CNT*, mars 1998**

ESPAGNE

Modification des peines pour les insoumis

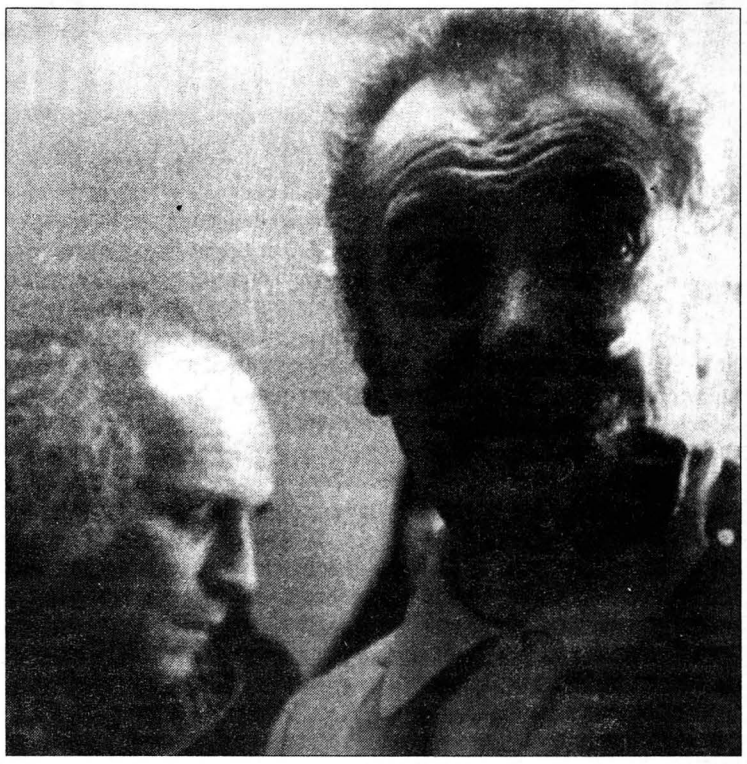
LE 17 FÉVRIER DERNIER, le Parlement a approuvé la limitation de la peine d'insoumission ainsi que de l'interdication des droits civiques. Le gouvernement et le Parlement de ce pays ont décidé que c'est donc le bon moment pour adoucir les peines qui étaient appliquées aux insoumis depuis la dernière réforme du code pénal, selon laquelle ils pouvaient être condamnés à deux ans de prison et jusqu'à douze ans d'interdiction de droits civiques.

Avec cette réforme, les peines de prison disparaîtraient et l'interdiction des droits civiques serait comprise entre quatre et six ans. Cette initiative entrera en vigueur dans deux ou trois mois. De cette façon, le gouvernement marque des points concernant le fait « de ne pas condamner à la prison » les insoumis. Une petite douceur que tous les partis voulaient s'octroyer et que s'est finalement réservée la droite. Cependant, la résolution décidée au Parlement fut la plus pénalisante de toutes celles présentées. Le parti socialiste proposait une sanction administrative et Initiative pour la Catalogne Nouvelle Gauche proposait la suppression des sanctions. Dans cette ambiance de bonne intentions, les insoumis actuellement emprisonnés ont été aussi la proie du populisme effrené des différents partis. Le parti socialiste a demandé la mise en liberté immédiate des insoumis emprisonnés. Il n'y a pas si longtemps qu'ils se chargeaient de leur mise en prison immédiate. Mais il est clair qu'en ces temps-là reposait sur leurs épaules la responsabiité du gouvernement et qu'il fallait être sérieux et ne pas châtouiller les militaires. Pour sa part, Izquierda Unida reproche au gouvernement de ne pas avoir appuyé cette mesure qu'eux-mêmes proposaient il y deux mois, démontrant ainsi une vision politique d'une ingénuité ahurissante.

Ces mesures annoncées par le gouvernement ne concernent pas les insoumis qui se trouvent actuellement dans les prisons militaires. Les militaires justement, pour leur part, ont manifesté leur mécontentement pour l'annonce des mises en liberté.

***CNT*, mars 1998**

Un Brassens méconnu



C'est au début de l'été 1946 que Brassens eut ses premiers contacts avec les anarchistes. *Le Libertaire*, journal hebdomadaire de la Fédération anarchiste, qui tirait alors cent mille exemplaires, était largement diffusé par Transport Presse, vendu à la criée, avait place à l'étal des kiosques à journaux et dans les librairies. J'étais alors secrétaire général de la Fédération anarchiste et coresponsable à la rédaction de son journal.

Un beau jour, me trouvant à mon travail, avenue de la République (Paris XIe), je vois arriver un grand gaillard moustachu, un tantinet débraillé, chevelure abondante et négligée, au regard quelque peu inquiet et indéchiffrable mais cependant non avare d'un sourire plein de sous-entendu. Il attaqua ainsi : « c'est toi Bouyé ? Je viens du siège du Libertaire (145, Quai de Valmy) pour un entretien au sujet d'un article, et tes copains, après m'avoir donné ton adresse, m'ont dit : « pour ça va voir Bouyé ». Après cette brève entrée en matière : « dis donc, c'est formidable que vous ayez eu le culot de publier mon article. Je vous l'ai envoyé, mais sans grand espoir qu'il soit imprimé, vu son contenu vachement anti-flic. Vous, au moins les anarchistes, vous ne vous dégonflez pas ! » Et il ajouta, mi-sérieux, mi-plaisantin : « parce que, tu sais, moi je suis un peu fou – on me l'a déjà dit. Si tu me regardes bien dans les yeux, tu t'en rendras compte, ça se voit. Donc, qu'on ne me publie pas, c'est ça qui serait normal. »

Son engagement militant

Après un coup d'œil sur le journal, quelques réflexions sur l'actualité, le courant ayant bien passé la cause était entendue. Nous étions amis. Et sous réserve de l'accord de mes coresponsables, il acceptait l'idée d'une collaboration occasionnelle ou suivie à la rédaction du journal. Et c'est ainsi que, durant un temps, nous en vînmes à nous voir presque quotidiennement. Il devint d'ailleurs membre, puis secrétaire du groupe anarchiste de Paris XVe, où il rencontra cet autre poète qu'était Armand Robin, forte personnalité s'il en fut, qu'il amena chez moi. (Ce dernier, polyglotte, était alors traducteur, pour le général de Gaulle, des émissions radio du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient).

Brassens vivait alors une période de flânerie. Faute de pouvoir se payer un billet de métro, il n'était pas rare qu'il fasse à pied le chemin le séparant de mon travail, avenue de la République, lui venant de l'impasse Florimont (Paris XVe) où il habitait avec Jeanne et l'Auvergnat, qui l'avait accueilli. S'il venait dans la matinée, il prenait à ma table son repas de midi, au grand plaisir de ceux qui pouvaient également s'y trouver, sa conversation et son sens de l'humour y étant appréciés. Alors que je goûtais peu le cinéma, il m'y entraîna souvent, pour y voir des films qu'il jugeait « bons ». Et lui m'accompagnait fréquemment aux concerts (Pasdeloup, Champs Elysées, Châtelet, etc.) du samedi soir ou du dimanche après-midi.

Lecteur infatigable, sélectif et exigeant, amoureux des textes bien écrits, il se destinait à la littérature - ce dont il m'entretînt souvent. Georges était un grand ennemi de l'effort musculaire. Point question de le dépanner en lui trouvant un travail manuel, ou simplement contraignant. Et lorsque par relation il put entrer comme employé dans un bureau de perception, vite rebuté par un travail qu'il trouvait stupide, au bout de trois jours il renonça. Et Jeanne, la brave, de lui dire : « ça fait rien, t'inquiète pas pour si peu. Moi je savais bien que tu ne tiendrais pas, tu n'es pas fais pour ça ; » (Et comme elle avait raison !..) Il avait écrit – et écrivait – des poèmes, qu'il me donnait à lire, mais bien qu'il eût dans la tête des airs grâce auxquels la richesse de leur contenu ne pouvait échapper à personne, aucun de ceux-ci n'était conforté par une partition, une musique écrite. Dans son esprit les poèmes qu'il avait écrits, tout en étant un moyen d'exprimer comme il percevait les choses et les êtres, pouvaient être en même temps un moyen de gagner – ne fût-ce que modestement – sa subsistance, en lui laissant assez de temps pour écrire afin de pouvoir se consacrer principalement à la littérature, (le succès énorme qu'il a connu plus tard l'accapara au point de ne pas lui en laisser le temps). Il ne cessait (dans cette optique) de s'appliquer à se perfectionner dans le maniement de la langue française, et j'ai encore des livres, annotés par lui, d'auteurs qu'il affectionnait non pour leurs idées ou l'intérêt de leurs récits mais simplement pour la perfection de leur écriture. Ce que ces biographes n'ont, à ma connaissance, jamais mentionné, peut-être ne s'en était-il pas ouvert auprès d'eux.

Un succès mérité

À cette époque, Jacques Grello, vieille connaissance à moi, chansonnier libertaire plein d'esprit, de finesse et de gentillesse, fort apprécié du public et bien implanté dans son milieu professionnel, s'arrêtait souvent me voir (il habitait rue des Bleuets, tout près de mon travail). Je lui parlais de l'ami Brassens, des difficultés que malgré ses mérites et les espoirs que justifiaient son savoir et ses capacités il avait du mal à percer, à se faire connaître. Rendez-vous fut pris entre nous trois. Après lecture et audition de plusieurs de ses poèmes, Grello, enthousiaste, lui prêta sa guitare pour qu'il s'entraîne à en jouer et s'habitue à s'accompagner lui-même en public. Introduit par Jacques Grello, il se produisit sur scène mais un long moment sans succès, au grand désespoir de l'entourage qui le soutenait. Jusqu'au jour où, à Montmartre, il trouva une « rampe de lancement » au cabaret de Patachou, qui avait su déceler en lui une valeur certaine promise à un bel avenir. On sait la suite : succès grandissant et rapidement retentissant, répercuté et amplifié par les médias. Le lendemain de son premier passage à l'Olympia, le très sérieux Figaro, journal pourtant peu suspect de sympathie débordante pour les anarchistes, applaudissait à la poésie, au langage, et même au non-conformisme du « Troubadour anarchiste ».

Accaparé alors par des relations et suggestions liées à sa réussite, il allait de soi que nous nous voyions de moins en moins. Mais bien avant cela, après que j'eus démissionné de mes fonctions de responsable au cœur de la Fédération anarchiste (au congrès de Dijon fin 1946), nous continuâmes à nous voir fréquemment. Lorsqu'il se produisait chez Patachou, mon travail se situant à l'angle des rues de l'École Polytechnique et Valette, il y venait à vélo car, m'expliquait-il, (ce n'était pas encore l'aisance) travaillant de nuit, cela lui permettait d'économiser le prix de son trajet quotidien en taxi - au tarif de nuit.

À une autre période où c'était moi qui travaillais de nuit, il venait fréquemment me voir à mon domicile rue Hippolyte Maindron (dans le XIVe), souvent en compagnie de celle qu'il appelait Puppchen, jeune femme fort sympathique, discrète et timide, fluette et même fragile d'aspect. Elle lui était extrêmement attachée, ce qu'il lui rendait largement et ne s'en cachait pas.

Après son passage à l'Olympia, l'aisance financière étant devenue pour lui un fait accompli, il n'était pas rare que des gens viennent frapper à sa porte pour le taper. Jeanne m'en signala quelques cas. En voici un pour l'exemple : une jeune fille lui ayant écrit qu'elle se trouvait dans un tel dénuement qu'elle ne voyait pas d'autre moyen pour en finir que de se suicider s'il ne lui « prêtait » pas trois mille francs. Elle vint et effectivement, elle repartit avec en poche ce qu'elle avait demandé. Et Jeanne d'ajouter : « À chaque fois, ça marche !... » Et bien mal inspiré serait celui qui oserait insinuer que le geste de Georges n'était pas dénué d'arrière-pensée libertine. Ce n'était pas son genre... À un sens profond de l'amitié s'ajoutait chez lui un cœur généreux et une grande sensibilité à la vue d'une détresse qui le rendait mal à l'aise (lui aussi était passé par là, il savait s'en souvenir).

Sa réussite, ses succès, ne l'avait rendu ni distant, ni immodeste, ni insensible. Sa fréquentation du monde de la scène et de l'écran (partie intégrante de son activité professionnelle) ne l'avait pas transformé. La sophistication, le cabotinage et la fausse politesse n'eurent sur lui aucune emprise.

Dans ce milieu, il sut – ce qui n'est pas monnaie courante – demeurer lui-même, et sans jamais jouer l'« anar » avec ostentation. Rappeler cela, c'est le plus bel hommage que l'on puisse lui rendre et c'est bien, là encore (comme dans ses chansons) une preuve qu'au fond, n'en déplaise à ceux de ses « biographes » ayant pudiquement usé du bémol pour escamoter son passage chez les libertaires, au milieu desquels il fit des débuts de carrière qui furent comme un prélude à une réussite bien méritée.

Henri Bouyé

dans la toile

À la veille du Premier Mai, je ne me sens pas l'âme d'un internaute. Simplement, je m'interroge sur le sens des luttes et des espoirs. Plus je lis Bakounine (**http://www.pitzer.edu/~dward/Anarchist_Archives/bakunin/**), plus je me rapproche de Proudhon (**http://www.arisu.co.kr/~junght/jscript/js-bookmark/js-bmark.html**) qui avait tant compris si longtemps avant que les questions adviennent. Peut-être sa lucidité venait-elle du fait qu'il savait rester proche des réalités concrètes au lieu de se laisser embarquer dans de splendides aventures. Même si mon esprit me porte plus à réfléchir à la division des modes de gouvernement définies (très judicieusement à mon avis) par P-J. P dans *Du principe fédératif* : les régimes d'autorité (aurait-il dit autoritaires ?) – monarchistes (ou patriarcaux) et panarchistes (ou communistes) – et les régimes de liberté (serait-il allé jusqu'à écrire libertaires) – démocratiques et anarchistes –, je trouve le temps de me rouler dans la toile et y découvre quelques bonnes adresses.

Pour le Premier Mai, l'opération salami de Montréal (**http://wwwalternatives-action.org/salami**) semble bien engagée et mérite que l'on s'y attarde.

Pour rester informer sur la lutte des dockers australiens, connectez-vous sur la page de *War on the Wharfies* (**http://www.users.bigpond.com/Takver/soapbox/index.htm**) et pour mieux appréhender la situation économico-sociale qui la sous-tend, faites un tour sur celle d'Osiris (**http://indrel.agps.gov. au**) qui présente clairement les disparités de salaires.

Un petit coup de sémantique générale (salut Korzy) pour les matheux avides de rigueur, une lecture de Descartes par Stirner (un des deux papies de l'anarchisme) relue par Whitlaw es disponible pour les anglophones (**http://alumni.umbc.edu/~akoontl/tmh/egol.html**), entre autres textes de réflexion.

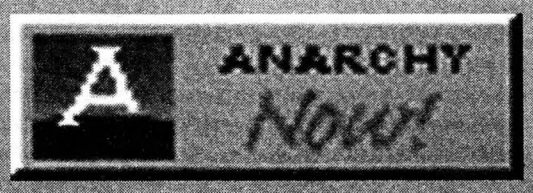
Le troisième millénaire de Luc Spirlet, un (petit) roman antifa et lisible en français, qui mérite d'être cité (**http://www. ping. be/ecriture/**). N'oubliez pas de le lire *off line*.

En direct de la grosse pomme : L'Anticoncept de Gil J Wolman (**http://www. thorn.net/~rose/anticoncept.html**) a été représenté, pour la première fois depuis 1990, dans un squat anarcho-punk avec une adaptation de Little Billy très controversée.

D'après *le Monde* du 12 février dernier, « une association de Seattle ouvre sur le Web une vidéothèque de reportages contestataires ». J'ai vérifié et c'est vrai (**http://www.speakseay.org/citizen**). Ca fait du bien quand il ne faut pas courir (surfer ?) après l'info. Allez, j'en ai assez pour cette semaine et je me replonge dans Proudhon.

À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
Bek_ml@hotmail. com



copinage

Geneviève Charlot et Jean Dubois chanteront, avec la complicité de **Serge Utgé-Royo**, au théâtre Clavel (3, rue Clavel à Paris 19e). Prix 100 et 50 F. Réservation au 01.40.21.37.77.

Expo-vente d'artisites organisée par la C.N.T. en soutien aux grévistes de la comatec **du 2 au 30 mai** à la librairie du *Monde libertaire*, 145 rue Amelot, paris 11e. Rencontre avec les artistes le 9 mai à 14 heures.

LECTURE

La saveur des patates douces*

Vicente Marti

PATIEMMENT MAIS SUREMENT, l'Atelier de création libertaire (ACL), basé à Lyon, poursuit un important travail d'édition. On lui doit déjà nombre d'ouvrages fort intéressants, de Claire Auzias, par exemple, avec *La Compagnie des Rom*, ou de Jean-Jacques Gandini, *Chine fin de siècle : tout changer pour ne rien changer*. Dans leur collection « Commune mémoire », ces camarades lyonnais nous offrent aujourd'hui une brochure assurément pleine de vie avec *La Saveur des patates douces*, de Vicente Marti.

En fait, il ne s'agit pas là d'un écrit au sens habituel du terme. L'« auteur » n'étant pas un homme de plume, l'idée lui est venue de se raconter à l'aide d'un magnétophone, puis certaines questions ont été reprises et approfondies pour être ensuite patiemment retranscrites et ordonnées noir sur blanc par Marianne Enckell, qui par ailleurs, dans une courte préface, rend joliment hommage à celui qu'elle appelle tour à tour un homme de paroles (avec un « s »), celui « qui sait raconter », ou un homme de parole (sans « s »), celui « dont l'engagement n'a pas failli depuis plus de quarante ans ».

Né en 1926 en Espagne, Vicente Marti a dix ans quand éclate la révolution. Il jette sur cette période un regard d'enfant, toujours différent de celui des adultes, et ce chapitre, placé en tête de cette histoire de sa vie, reste sans doute le plus émouvant.

Puis viendront les années d'adolescence passées là-bas sous l'étouffoir franquiste, puis le départ pour la France, les contacts avec les aînés de la C.N.T. et de la F.A.I. organisés au sein de l'exil, sa lutte contre le régime de Franco avec ses camarades des Jeunesses libertaires, la répression, et une importante partie consacrée l'organisation, dans les années soixante et soixante-dix, de campings libertaires.

« occuper son veston »

Sur tous ces sujets, le témoignage de Vicente Marti, parsemé d'anecdotes heureuses ou tragiques, plaisantes ou dramatiques, demeure passionnant. Enfant, il nous emmène dans la région de Valence où la patate douce, dont le souvenir mouille aujourd'hui encore les papilles de ce compagnon, est prolifique. La cinquantaine venue, la « promenade » se termine du côté de Belle-Ile où la police française concentre là des opposants de longue date au tyran Franco, le temps d'une visite en douce France du roi Juan Carlos. Vicente Marti était de ceux-là, et sa narration de cet épisode lamentable reste des plus savoureuses. Entre-temps, on en apprendra un peu plus sur ces deux militants libertaires exécutés en 1963 à Madrid, Delgado et Granados, surtout du premier nomme dont Vicente Marti parle avec une tendresse certaine. Sans véritablement régler de comptes, Vicente Marti dit aussi avec une franchise bien venue ce qu'il a à dire de l'exil « officiel » espagnol et de quelques-uns de ses principaux représentants. Le tout demeure constamment pimenté par les aventures toutes personnelles de celui qui se confie ici et qui nous parle de ses parents, de sa famille, de lui-même ou de ses plus proches amis en insérant tous ces personnages dans les événements historiques servant de cadre à son histoire.

L'intérêt est constant, car il s'agit là non seulement d'un conteur fervent mais aussi d'un homme debout, comme ce mouvement libertaire espagnol en a tant produits, un homme qui, sa vie durant, quel qu'en soit le prix à payer, a su « occuper son veston ». Merci à toi, Vicente.

Jean Robin

* *La saveur des patates douces (histoire de ma vie)*. Vicente Marti. éd. ACL, En vente à la librairie du Monde libertaire 60 F.

à la petite semaine

Si loin de Paris…

Parmi les vingt-deux personnes exécutées récemment à Kigali et celles qui sont appelées à connaître bientôt le même sort pour leur responsabilité dans les massacres de masse commis au Rwanda, il ne se trouvait aucun homme politique français. Cela prouve, à l'évidence, que notre pays et ses responsables divers et variés n'ont rien à voir dans ces horreurs.

Il est donc beau, noble et généreux , français en un mot, qu'une mission d'information parlementaire ait néanmoins décidé d'interroger d'anciens premiers ministres, d'ex ou toujours conseillers aux affaires africaines pour une bien inutile confirmation de l'innocence des hautes autorités de notre pays. On ne nous le dit d'ailleurs pas, bien sûr, mais il est fort probable que cette pureté sans tache des chefs de gouvernement successifs de ces dernières années, merveilleusement démontrée après enquête serrée, reste à la base des grosses difficultés auxquelles se heurte la mise sur pied d'une commission d'enquête internationale, qui ne pourrait que se noyer dans le vide des dossiers.

Des réseaux politico-mafieux et gaullistes de Foccart aux réseaux mafioso-politiques des conseillers occultes mais de gauche de la génération Mitterrand, en passant par les chasses gardées du diamantaire Giscard d'Estaing, les inventions démentielles pullulent qui voudraient nous faire croire que le France n'a jamais vraiment renoncé à ses colonies et qu'elle se comporte là-bas comme soudard en pays conquis.

Au Rwanda, des centaines de milliers d'Africains ont été assassinés avec la plus extrême sauvagerie. On les passe aujourd'hui par profits et pertes de l'oubli en fusillant des sous-fifres à Kigali. Qu'y peuvent ici nos dirigeants qui s'interdisent toute ingérence dans les affaires intérieures de pays amis ? Tout cela se passe si loin de Paris…

Floréal

CINEMA

Chronique d'une disparition

Elia Suleiman

CE PREMIER FILM du palestinien Elia Suleiman est un film ovni. De Palestine n'arrivaient que les films de plus en plus fauchés de Michel Khleifi, né comme Elia Suleiman dans la région de Nazareth, dont le nom évoque plutôt des souffrances bibliques. Souffrance il y a. Un peuple resté en souffrance. Endormis devant la télévision où flotte le drapeau israélien, les parents du réalisateur ronflent, les corps sont pris dans des postures quasi définitives de la nuit. Cette nuit palestinienne interminable s'installe aussi dans la vie des jours. Le temps s'écoule, immuable. Le réalisateur est constamment dans le film, prête son corps à ces postures d'attente, de veillée ininterrompue. Des hommes en attente dans un vide calme et morne, la vie en Palestine est calme et plein d'humour. Les situations sont comiques. Car le bruissement du vent fait tomber un animal de l'étalage, qu'il faut ramener à sa posture d'origine. La force d'inertie gagne tout le monde. Seul bruit désagréable dans ce monde livré à la contemplation : les sirènes, les voitures, les postures agressives de la police israélienne, toujours en mouvement. Autant le mouvement des personnes en attente est profond et paisible, autant l'agitation de ces policiers, des voix au téléphone une dépense d'énergie grotesque et prétentieuse, sans signification autre que d'exhiber une force apparente (décibels, sirènes, talkie-walkie, crissements de pneu, perquisitions, etc.).

La position du réalisateur surgit de toutes ces images. Un regard de l'extérieur (E. Suleiman a vécu quinze ans à New York), doublé d'un regard de l'intérieur, les personnages que nous voyons sont des amis, ses parents « sa dernière patrie », comme il le dit, en guise de fin. Une scène exprime à elle seule, le projet et la réussite du film. Le réalisateur explique son projet devant un public nombreux : il ne dira rien, car le micro ne marche pas, la sonorisation est défectueuse, etc. Ce gag à répétition exprime toute l'impuissance de la voix, d'une voix isolée qui ne peut se faire entendre. Mais ce film se fait entendre par ses plans somptueux inoubliables, où les vieux dorment du sommeil du juste malgré tout.

Heike Hurst

(Fondu au Noir - *Radio libertaire*)

Librairie du Monde libertaire

forum

Maurice Rajsfus, auteur de « Mai 68, sous les pavés la répression »

le 2 mai à 16 h 30

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 30 avril à 20 h 30 :
Microclimat : avec Luc Douillard : Nantes est une fête.

samedi 25 avril à 13 h 30 :
Chroniques rebelles : avec Maurice Rajsfus « Mai 68, sous les pavés la répression ».

samedi 25 avril à 23 heures :
L'Harmonie du monde : aspects de la guitare

lundi 4 mai à 19 h 30 :
La mémoire sociale : Louise Michel.

mercredi 29 avril à 10 h 30 :
Blues en liberté : Robert Pite Williams.

RADIO LIBERTAIRE VA AU CINEMA

Journal intime des affaires en cours

DENIS ROBERT, QUE *Chronique-Hebdo* avait invité pour son bouquin *Après les Affaires, le Affaires continuent…*, a réalisé avec Philippe Harel un film sur le même sujet et nous a invite à aller le voir. L'un des présentateurs de notre émission vous livre ci-dessous ses réactions. Elles sont partagées.

On comprend le tourment de Denis Robert après son livre *Après les Affaires, les Affaires continuent…* Comment en est-on arrivé là ? À un tel niveau de corruption généralisée dans les sociétés « modernes » ? Pourtant, si Guy Debord, auquel il fait référence dans son film, tentait de mettre à jour les mécanismes de la *Société du Spectacle*, si Noam Chomsky, également cité dans le film, décortiquait, dans *Les Illusions Nécessaires*, le fonctionnement de la propagande totalitairement démocratique des États-Unis, Denis Robert, lui, va de découverte en découverte…. Il découvre, par exemple, au cours de son voyage dans l'Hexagone que les voyous sont partout, dans la politique, les banques, le journalisme, les entreprises et que si le mensonge devient général, c'est que les menteurs et les profiteurs restent impunis…

On cherche des justiciers…

Le remède à ces dérives, pour l'auteur, ce sont des juges intègres, de préférence signataires d'un appel désespéré et européen (l'appel de Genève), allant chercher et obtenant les moyens légaux de construire une « Europe officielle et respectable » pour lutter contre la criminalité. Sur ce thème, on a droit à une longue séquence-plaidoyer au Parlement européen du petit juge Van Ruymbecke en chevalier blanc, sauveur de la démocratie.

Mieux vaut en rire

Plutôt que d'analyser les raisons profondes de ce qu'il décrit, oubliant vite Debord et Chomsky à peine cités, Denis Robert se refuse à la réflexion sur les fondements idéologiques et pratiques du capitalisme et des régimes politiques qui, selon le moment et les circonstances, le servent sur toute la planète.

Il préfère à juste titre égayer son propos par quelques éclats de rire : Chirac, mécanique guignolesque, plein cadre, nous souhaitant deux fois la bonne année, ou encore Serge July, l'ancien boss de Denis Robert qui a vécu un purgatoire de 12 ans à *Libération* (chapeau !), déclamant que l'aspect bénéfique des Affaires est qu'elles sont « créatrices de Droit » (sic)…

Mais au fait, qu'est-ce que je voulais dire ?

L'auteur du film nous déclare : « Mon sujet, ce sont les Affaires et les gens qui s'en occupent. Je voulais interroger des juges, des avocats, des hommes politiques, des patrons, des faux-facturiers. Je voulais me promener parmi eux… Engagement, Recul, c'est assez difficile à dire, » ajoute-t-il… C'est bien là toute la question et le spectateur ne répondra pas à sa place…

Il ne suffit pas d'évoquer les effets les plus terribles de la guerre économique, les gens sans ressources ni boulot dépérissant dans les villes, la révolte joyeuse d'un soudeur de 52 ans à bout de désillusion sur les politiciens et les syndicats, prêt à voter « blanc » ou à rallier l'anarchie.

Il ne suffit pas de nous montrer une galerie de personnages criminels, les lieux du forfait, de nous présenter ceux qui pourfendent les criminels, de jouer le détective à la recherche d'indices, de témoignages accablants. Vrai ou fausse, la naïveté de l'auteur ne nous fait pas avancer d'un pas, elle contribue même à accroître l'opacité du sujet abordé. Elle veut nous engager sur la piste dérisoire et mensongère d'une société et d'un système social qui pourrait être sauvés par quelques justiciers d'opérette sous la bannière étoilée de l'Europe nouvelle…

Gérard. Chronique-Hebdo
Radio-libertaire.

Contre le F.N. : Oui Contre les lois racistes aussi !

Au lendemain des élections, la gauche plurielle, P.S. en tête, a redécouvert le problème du Front national, alors qu'hier comme aujourd'hui, elle a apporté un début d'application à ses idées en matière d'immigration. En effet, le débat est posé par les politiques selon les termes dictés par le Front national, liant immigration, chômage, insécurité, faisant ainsi des immigrés les boucs émissaires de tous les maux de la société. Ce n'est pas en s'alignant sur le même terrain que le Front national qu'on peut le combattre, car en matière de racisme, c'est toujours celui qui mise le plus qui ramasse le tout.
Et en ce qui concerne la prétendue opposition à la gauche du PS, malgré leurs gesticulations (avertissement au gouvernement, vote contre ou abstention à l'Assemblée nationale), les partis de gouvernement (P.C.F., Verts, M.D.C.) ont mangé leur chapeau, comme ils l'ont fait sur les chômeurs ou la privatisation d'Air-France (entre autres). D'ailleurs, après avoir rejeté la politique des quotas (proposée par la gauche socialiste), Chevènement envisagerait de l'appliquer, au moins à certains pays. Ce qui a pour effet de se servir des immigrés comme « monnaie » pour un certain nombre de contrats, ou d'orientation de politique intérieure.

Et les 60 000 déboutés ?

Au ministère de l'Intérieur on n'a pas attendu la date butoir du 30 avril (reportée au 30 mai) pour signifier des expulsions. Cependant, il est évident que toutes ces personnes ne seront pas expulsées immédiatement. La loi Chevènement aura donc pour effet de « clandestiniser » ou de laisser dans la clandestinité des dizaines de milliers de personnes, les laissant à la merci d'employeurs peu scrupuleux, et à l'écart de toute protection sociale, ce qui, à l'heure du 150e anniversaire de l'abolition de l'esclavage dénote d'une hypocrisie certaine. Néanmoins, ces personnes seront fichées par la préfecture grâce au dossier qu'elles auront laissé en demandant leur régularisation. Celles qui avaient donné comme convenu une adresse d'association commencent d'ailleurs à être inquiétées. Même les régularisés se retrouveront dans une situation précaire, la durée « standard » de la carte de séjour délivrée étant passée de 10 ans à un an renouvelable. Les immigrés seront ainsi plus que jamais contrôlés, et s'ils posent des problèmes au regard de l'Etat français, ils seront susceptibles d'êtres frappés du sceau de trouble à l'ordre public, notion on ne peut plus fourre-tout et arbitraire.

Solidarité active avec les sans-papiers

C'est aujourd'hui, que les sans-papiers essaient de redémarrer le mouvement, en occupant diverses églises (Evry le 7 mars, le Havre le 14 mars, Créteil le 23 mars, Nanterre le 29 avril, Bobigny le 5 avril, Argenteuil le 11 avril). Certaines de ces tentatives ont été sévèrement réprimées par le pouvoir dès qu'il en a eu l'occasion après les élections, avec l'expulsion des églises de Paris 13e et Paris 18e mais également avec l'évacuation des quelques 80 réfugiés chinois en Nouvelle-Calédonie. Nous ne mettrons pas en doute, bien sûr, que c'est avec humanité et cœur que les force de l'ordre ont tiré sur eux avec des balles en caoutchouc, blessant neuf sans-papiers, dont deux gravement. Citons encore, à Sète, des Africains enfermés à fond de cale dans un bateau, avec interdiction de mettre le pied sur le territoire français, donnée par Chevènement par le biais du préfet de l'Hérault.

Si nous ne voulons pas que le dossier de l'immigration soit bloqué pendant longtemps, c'est maintenant qu'il faut soutenir les sans-papiers en lutte, que ce soit dans leurs occupations, dans leurs démarches administratives, mais aussi par le biais de parrainages, qui ont l'avantage d'impliquer directement et physiquement des Français. Mais surtout, en s'opposant aux expulsions dans les ports et aéroports. La gauche n'a en effet pas coupé avec la tradition de scotcher et ficeler aux sièges les sans-papiers, allant même jusqu'à les faire passer pour des délinquants sexuels pour faire accepter l'inacceptable aux autres passagers de l'avion. Enfin, comme ce que vivent les immigrés n'est qu'un des aspects de ce que nous impose le capitalisme, le mouvement des sans-papiers doit s'élargir à d'autres couches de la population, les chômeurs, les salariés, les mouvements de locataires,...
Pour toutes ces raisons, nous exigeons :

- La destruction des fichiers constitués lors des demandes de régularisation ;
- L'arrêt immédiat de toutes les expulsions ;
- La régularisation de tous les sans-papiers.

Marc. – groupe « Un Autre Futur » (Montpellier)

MONTPELLIER

Manifestation de soutien aux sans-papiers

Ce sont environ 400 personnes qui ont défilé, samedi 25 avril à Montpellier, pour réaffirmer leur soutien aux sans-papiers et leur refus des expulsions, à l'appel d'un collectif regroupant la Fédération anarchiste de Montpellier, le collectif des chômeurs, le collectif Viva Zapata, Ras l'Front, CUTS (collectif unitaire des travailleurs sociaux), LCR, SEUL (syndicat étudiant unitaire et laïc), SUD, La Commune. Cette mobilisation reste d'une ampleur très moyenne pour cette ville qui, il y a un semaine encore, comptait 30 000 manifestants pour demander la démission de Jacques Blanc, élu avec les voix du Front national, de la présidence du Conseil Régional.

L'objectif de cette manifestation était de relancer un soutien actif aux sans-papiers, à la veille de la date butoir de dépôt des dossiers (reportée au 30 mai), mais aussi de faire se positionner d'autres organisations sur ce sujet et enfin de se compter sur le terrain. C'est dans cette dernière optique que le résultat n'est pas satisfaisant, car il montre, en parallèle avec les dernières manifestations contre le Front national, que la mobilisation est tout à fait irrégulière : on manifeste volontiers contre la bête immonde mais on ne se rend pas compte que lutter aux côtés des sans-papiers, c'est aussi lutter contre les idées racistes d'où qu'elles viennent.

Cette manifestation a lié ouvertement lutte pour la libre circulation et lutte contre toutes les idées discriminatoires, les chômeurs en lutte, en s'y inscrivant l'ont démontré; cela n'est encore qu'un début de mobilisation sur ce thème à Montpellier et rendez-vous est déjà pris pour le 16 mai, journée d'action nationale en soutien aux sans-papiers.

Stéphanie. – groupe « Un autre futur » (Montpellier)

Seule la lutte paie !

suite de la première page

Notre action aujourd'hui doit consister à faire renaître partout où nous en avons les moyens des liens de solidarités et de lutte, accompagnés d'une analyse critique sans concessions de l'État et de l'économie de marché, des bases idéologiques du racisme (qui se développé à partir du nationalisme), de l'ordre moral religieux, sexiste et homophobe...

Les mouvements de chômeurs, avec des collectifs qui, dans de nombreuses villes, ne baissent pas les bras; le mouvement dans les établissements scolaires en Seine-Saint-Denis, interrompu pendant les vacances de Pâques mais prêt à rebondir, la colère toujours éminemment présente chez les personnels hospitaliers, le mouvement des sans-papiers qui est loin d'être terminé (on pourrait continuer la liste), voila un ensemble de lutte qui actuellement peuvent nous permettre d'être optimiste!

Il est vrai que nous n'avons pas le choix: nous sommes dans la quasi totalité des secteurs, le dos au mur. Il reste cependant à définir des objectifs fédérateurs, des revendications pouvant être, à la fois, suffisamment radicales pour traduire les aspirations à un changement révolutionnaire; et suffisamment concrètes pour emporter l'adhésion des salariés, des chômeurs, des précaires...

Ces revendications de ruptures, les anarchistes contribuent à les construire, par leur action organisationnelle et par leur présence dans les diverses organisations de luttes du mouvement social : syndicats, collectifs, associations.

Voila pourquoi le premier mai ne sera jamais pour nous une simple commémoration, mais qu'il restera une journée de contestation politique de l'ordre établi!

Régis. – groupe Dejacque (Lyon)

Pour un Ier Mai de lutte et non de fête avec les dockers de Liverpool

Lorient : 29 avril à la cité Alende, salle audio,
20 h 30 : projection du film de Ken Loach,
21 h 30 : débat.

Nantes : 30 avril, 17, rue Paul-Bellamy : 20 h 30 : débat.

Rennes : 1er Mai à la maison de quartier Villejean ; co-organisé par l'Union locale F.A. et la C.N.T.,
14 heures : projection du film de Ken Loach,
15 heures : débat, suivi d'un pot.

A G E N D A

Jeudi 30 avril

GRENOBLE : Le groupe Jules-Vallès de la F.A. organise une conférence-débat à 20 heures au 102 (102, rue d'Alembert) sur le thème **quelle menace fasciste ?** Entrée libre.

LILLE : Pot de l'amitié au Centre culturel libertaire (avant fermeture et en attendant de nouveaux locaux) **à 19 heures au CCL, 1-2 rue Denis du Péage** (M° Fives).

ROUEN : Le groupe de la F.A. organise une projection du film sur le mouvement de grève de novembre-décembre 1995 « chemins de traverse, paroles de grèves » **à 20 h 30 au squatt « chez Emile »**, 16, rue de Tunis.

vendredi 1er mai

BESANÇON : Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste et la C.N.T. du Doubs manifesteront **à 10 heures place Pasteur** et organisent à 13 heures buffet froid et concert avec le groupe *Une poignée de Niais* (PAF 50 et 30 F).

BORDEAUX : Le groupe Emma-Goldman de la F.A. sera présent dans le cortège « unitaire », **place Jean-Jaurès à partir de 9 h 30**. A l'issue de la manifestation... apéritif au local, Athénée Libertaire, 7 rue du Muguet.

CLERMONT-FERRAND : Rassemblement-concert en soutien à la lutte des chômeurs à partir de **10 heures place Jaude**.

LILLE : Manifestation **à 10 h 30 place Sébastopol** et émission spéciale à 20 heures sur Radio Campus (106.6).

LYON : L'Union Locale de la Fédération anarchiste appelle à manifester **à 10 h 30 place Jean-Macé**, contre le fascisme et en soutien aux sans-papiers.

MARSEILLE : Défilé mobiles-réformés **à partir de 10 heures** avec les groupes F.A. de Marseille et de Toulon.

MONTPELLIER : La F.A. appelle à manifester **à 10 heures au Peyrou**.

PARIS : Les groupes parisiens de la F.A. manifesteront à partir de **12 h 30 place Saint-Fargeau** avec la C.N.T., les collectifs de chômeurs et de sans-papiers.

PERPIGNAN : Rassemblement **à 10 heures place Arago**.

RENNES : Manifestation **à 10 heures place de la mairie**.

SAINT-ETIENNE : Manifestation **à 10 heures Bourse du travail**.

SAINT-NAZAIRE : Rassemblement **à 11 heures** devant le lycée expérimental organisé par Front libertaire.

dimanche 3 mai

LYON : La librairie libertaire la Gryffe organise à partir de 20 heures, au PEZ-NER 87, cours Tolstoi à Villeurbanne, un **concert de soutien** avec l'ARFI (Association de Recherche pour un Folklore Imaginaire) collectif de musicien-nes installé-es à Lyon qui présentera Torero Loco, Emiliano Z, le groupe hollandais THE EX (musiques improvisées). P.A.F 60 F, préventes 50 F à la Gryffe (5, rue Sébastien Gryphe).

lundi 4 mai

NICE : Le groupe de la F.A. projetera un long **documentaire sur Mai 68** Amphi 69, fac de lettres, 98 bd Edouard-Herriot à 19 h 30. Entrée libre.

Mardi 5 mai

BESANÇON : Réunion publique animée par la F.A. et la C.N.T. sur le thème « conquérir une réduction du temps de travail sans concessions » à 20 h 30 salle Risset (Kursaal).

mercredi 6 mai

EVREUX : Conférence animée par G. Pelletier (revue Gavroche) sur **l'histoire du 1er Mai** à 20 h 30, 1, rue Isambard. Association « Grain de pollen » - Comité contre le chômage et la précarité.